

Alun C. Davies, *The Rise and Decline of England's Watchmaking Industry, 1550-1930*, New York & London, Routledge, Studies in Modern British History, 2022, 394 p.

Anthony Turner

DANS **HISTOIRE, ÉCONOMIE & SOCIÉTÉ** 2023/4 42e année , PAGES 113 À 114
ÉDITIONS **ARMAND COLIN**

ISSN 0752-5702

ISBN 9782200934736

DOI 10.3917/hes.234.0113

Date de mise en ligne : 20/12/2023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2023-4-page-113?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

COMPTES RENDUS

Sylvie Daubresse, *Conjurer la dissension religieuse. La justice du roi face à la Réforme (1555-1563)*, Paris, Champ Vallon, 2019, 462 p.

Que signifie être poursuivi pour le « fait de religion » devant le Parlement de Paris dans les années qui voient le basculement de la politique royale de la persécution des hérétiques à la tolérance ? Comment la première cour souveraine du royaume qui exerce la justice au nom du roi tente-t-elle de répondre à la dissension religieuse qui ne cesse de s'approfondir jusqu'à aboutir à la guerre civile ?

Sylvie Daubresse plonge au cœur de la machine judiciaire pour reconstituer et analyser les quelque 1 320 affaires jugées en appel par les magistrats du Parlement, aussi bien du point de vue des juges que des justiciables. La qualification du « fait de religion », que les juges préfèrent à celle de « l'hérésie », probablement plus difficile à définir juridiquement, recouvre de multiples pratiques incriminées, des « paroles scandaleuses » et « propositions hérétiques » à la participation aux assemblées interdites. La reconstitution des affaires a été menée essentiellement à partir du croisement des données des registres d'arrêts criminels (série X2a des Archives nationales) et civils (série X1A), des minutes d'arrêts (série X2b) et des plumitifs du conseil de la Tournelle.

Le livre se compose de quatre parties. Les trois premières examinent l'activité des magistrats dans l'ordre chronologique, en fonction de grandes séquences de la politique monarchique à l'égard des calvinistes, alors que la quatrième, thématique, propose une analyse judiciaire des procès. En étudiant l'activité du Parlement pendant la période répressive, entre 1555 et 1560, Sylvie Daubresse montre que les magistrats, tout en soutenant la nécessité de réprimer les dévoyés, désapprouvent la solution de la répression implacable qu'ils trouvent inefficace. Ils défendent le droit d'appel dans les procès pour le « fait de religion » à la fois pour conserver leurs prérogatives et pour laisser aux sujets la

possibilité de bénéficier de la justice du roi qui les préserve des abus de la justice locale. Face aux tâtonnements de la politique royale qui cherche une solution efficace pour mieux frapper l'hérésie, ils campent sur une position « légaliste » et cherchent moins l'élimination des hérétiques que leur repentance, persuadés de la nécessité de régler la crise par la réformation de l'Église catholique. Si ceux qui persistent à affirmer leurs opinions religieuses finissent sur le bûcher (34 condamnations à mort entre 1555 et 1560), plusieurs appelants évitent à la peine de mort, commuée en peines de pénitence, de détention dans un monastère ou de bannissement, même dans les cas les plus contestables, comme celui des quatre justiciables qui reconnaissaient le dogme de la présence réelle du corps et du sang du Christ dans les espèces de l'Eucharistie mais qui niaient la transsubstantiation et le caractère sacrificiel de la messe. Ils ont échappé à la qualification de « sacramentaires », et donc à la peine de mort, grâce à l'arrêt du 7 avril 1559, signé par le président Pierre Séguier.

Les magistrats du Parlement ne sont pas unanimes face à cette politique. Le document unique, le billet des opinions pour décider de la peine du maçon Jean Barbeville, laisse découvrir les noms des magistrats modérés ou radicaux. L'affaire d'Anne du Bourg fait éclater ces dissensions au grand jour et marque un inévitable tour de vis dans la pratique répressive de la cour. Pourtant, quelques mois après son exécution, la monarchie émet le pardon d'Amboise (8 mars 1560) qui marque le début de la politique de conciliation. Tout en exprimant leurs réticences face aux innovations législatives, les magistrats doivent appliquer des édits royaux parfois contradictoires. Obligés de libérer les prisonniers pour le « fait de religion », en perte de réputation face aux catholiques intransigeants déçus de voir s'échapper les hérétiques condamnés à mort par les juridictions locales, ils éprouvent de grandes difficultés à maintenir l'ordre dans la capitale. La cour du Parlement cherche à éviter l'émotion

populaire et à punir les séditeux quelle que soit leur appartenance religieuse, mais elle ne dispose pas de moyens suffisants. Le tumulte de Saint-Médard (le 27 décembre 1560) en est la preuve : l'événement est choquant pour les Parisiens catholiques car au cours de l'échauffourée le prévôt des maréchaux et le guet ont défendu les protestants. Les juges nommés par le Parlement pour faire enquête sont récusés les uns après les autres, marquant une forte défiance des Parisiens à l'égard de l'institution. Pendant la première guerre civile, la cour tente de répondre aux besoins des sujets en temps de guerre : elle expulse les protestants parisiens, vérifie les cas suspects, régleme la saisie des biens des accusés de lèse-majesté, mais cherche aussi à éviter la justice expéditive dans les rues et à protéger ceux qui ont perdu les moyens de subsistance. Pour policer la ville en situation de manque de moyens, la cour doit recourir à l'aide de la population, avec tous les risques de déstabilisation que cela représente : elle autorise aux habitants de courir sur les hérétiques pour défendre les lieux de culte et ordonne l'élection des capitaines de quartiers, agents de surveillance qui doivent, à la fois, prévenir le désordre dans la capitale et démasquer et arrêter les suspects.

Grâce à la mobilisation de nouveaux documents, Sylvie Daubresse apporte donc un nouvel éclairage de grandes affaires de l'époque. Son analyse très fine permet de nuancer les conclusions de William Monter sur les poursuites de l'hérésie en France (*Judging the French Reformation : Heresy Trials by Sixteenth Century parlements*, 1999) en expliquant les moments d'accélération de l'activité répressive du Parlement par la conjoncture politique très précise. Elle complète, en outre, nos connaissances sur le fonctionnement quotidien de la justice : l'usage de l'appel, les pratiques d'interrogatoire, le recours — finalement assez modéré — à la torture et la diversité des peines. Son ouvrage ouvre également une fenêtre sur la vie quotidienne des hommes, des femmes et des enfants dans le contexte de la crise religieuse. Sylvie Daubresse montre comment les personnes arrêtées pour cause de religion expliquent et justifient leur foi devant les juges. Les procès nous apprennent beaucoup sur la diffusion des idées protestantes, en particulier auprès des enfants : plusieurs maîtres d'écoles ont été inculpés pour avoir fait lire

à leurs élèves des abécédaires traduisant les doctrines réformées, alors que des femmes ont été poursuivies pour avoir confié l'instruction de leurs enfants aux maîtres suspects. Les lectures, le chant, la possession de livres interdits, la fréquentation des conventicules et l'absence à la messe sont donnés comme preuve d'hérésie, parfois abusivement lorsqu'il s'agit de se débarrasser d'un voisin ou d'un rival. L'analyse de ces affaires nous plonge dans le vécu de la crise religieuse, avec les préoccupations quotidiennes des Français, leurs rapports familiaux, professionnels, de voisinage. L'ouvrage comporte, de plus, une riche annexe qui transcrit des documents d'archives difficilement accessibles.

Tatiana Debbagi-Baranova

Alun C. Davies, *The Rise and Decline of England's Watchmaking Industry, 1550-1930*, New York & London, Routledge, Studies in Modern British History, 2022, 394 p.

Malgré l'importante littérature consacrée à l'histoire de l'horlogerie depuis plus de deux siècles, il nous a manqué, jusqu'à maintenant, une vue d'ensemble de la fabrication des montres en Angleterre qui ne fût pas purement technique. Cela n'est pas étonnant. Ce n'est que dans la seconde moitié du XX^e siècle que commencent à paraître des analyses socio-économiques sur ce sujet fondamental pour le monde moderne. On pense inéluctablement aux ouvrages de Carlo M. Cipolla, *Clocks and Culture 1300-1700* (1967) et de David Landes, *L'Heure qu'il est : les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne* (1983, 1987). Depuis, davantage d'études ont analysé l'horlogerie en relation avec l'émergence de la Révolution Industrielle, mais nous manquons de synthèses sur les grands centres régionaux de la fabrication des montres — l'Allemagne du Sud, la France, l'Angleterre, la Suisse, les États-Unis et, l'Extrême Orient. L'ouvrage d'Alun Davies, dans le sillage de Cipolla et de Landes, est donc le bienvenu.

Il raconte cette histoire en trois grandes parties : la formation de l'industrie à partir de ses origines dans la manufacture artisanale du XVI^e siècle jusqu'à son apogée vers 1800 ; la période de concurrence et des crises qui ont occupé les trois premières décennies du XIX^e siècle ; les étapes du déclin jusqu'à

la disparition de l'industrie dans les années 1930. Pour Davies, la fabrication des chronomètres de marine fait partie de la fabrication des montres — approche qui lui offre la possibilité de comparaisons instructives avec la fabrication des montres plus ordinaires. Il raconte l'histoire à travers le prisme de quelques concepts fondamentaux comme l'offre et la demande, la productivité, les marchés, l'intervention de l'État, ou les structures commerciales. En même temps que l'auteur trace le développement propre de l'industrie, il n'oublie pas que beaucoup de ses structures caractéristiques, comme ses difficultés, sont communes avec d'autres manufactures, par exemple dans la division des tâches, (p. 64) ; dans sa comparaison avec la tentative de Thomas Mudge Jr de fabriquer les chronomètres de son père en série comme Eli Whitney aux États-Unis pour les mousquetons ; et avec Marc Brunel (pour les poulies) à Portsmouth (p. 90). Dans cet ouvrage la fabrication des montres est bien intégrée dans son contexte industriel.

Dans un narratif clair et bien structuré, Davies nous dresse un portrait de cette manufacture dans ses différentes phases. Inévitablement, étant donné que les sources pour les périodes les plus récentes sont beaucoup plus abondantes que pour la période de formation aux XVI^e et XVII^e siècles, et que les XIX^e et XX^e siècles sont les périodes de prédilection de l'auteur, sa présentation de l'industrie pendant ses dernières décennies est la plus circonstanciée et détaillée. Il fait ressortir l'incapacité des fabricants de Clerkenwell à se débarrasser des méthodes traditionnelles de leur manufacture, et l'inaptitude des manufacturiers à Coventry, Birmingham, et Liverpool à intégrer les nouvelles méthodes de production en quantité dans les usines utilisant les machines dédiées. Ce manquement est bien mis en relief par un court, mais bien informé, chapitre où les méthodes suisses et américaines sont clairement expliquées. Dans l'ensemble, cet ouvrage est une belle étude de cas de l'incapacité d'une industrie à s'adapter à de nouvelles méthodes de manufacture et de marketing dans un marché en train de devenir mondial. En même temps, dans son analyse de cette situation, l'auteur prend bien garde à éviter les explications monocausales. Son histoire est bien nuancée.

Dans un ouvrage qui brosse aussi largement que celui-ci, il faut s'attendre à quelques

lacunes. Une discussion plus étendue du marché colonial des fabricants anglais aurait été la bienvenue, ainsi qu'une exploration du commerce avec l'Empire ottoman qui s'est peut-être tenu plus longtemps que les autres en raison du goût ottoman aussi conservateur que celui des fabricants de Clerkenwell. Le marché des montres d'occasion, ainsi que l'importance de la réparation pour beaucoup de fabricants, sont également peu abordés. Également, sur de nombreux points spécifiques on a envie de discuter avec l'auteur — spécialement dans la première partie concernant la formation de l'industrie. Néanmoins, cela n'entache en rien l'importance de l'étude qui brosse un tableau détaillé de la fabrication des montres en Angleterre solidement ancré dans le contexte d'autres industries artisanales comparables dans ses assises sociales, dans l'économie domestique et internationale, ainsi que dans le commerce mondial et ses défis. Agréable à lire, malgré un peu de répétition et un abus flagrant du génitif, l'ouvrage est orné de vingt et dix illustrations et l'argument est renforcé par dix tables et une abondante bibliographie. On ne peut pas féliciter l'éditeur d'avoir placé les notes à la fin de chaque chapitre — place la plus difficile pour les utiliser — ni pour le prix exorbitant auquel il propose un ouvrage qui mérite une grande diffusion.

Anthony Turner

Jacques-Régis du Cray, *Les Archives généalogiques Andriveau et l'Hôtel de Marseille. Histoire d'une profession, histoire d'une demeure parisienne*, préface par Éric Mension-Rigau, Paris, Archives généalogiques Andriveau, 2023, 223 p., nombreuses ill.

Le courtisan ridicule de La Bruyère, « qui n'a pas un assez beau nom, [et] doit l'ensevelir sous un meilleur » n'est plus aujourd'hui la seule aune à laquelle mesurer la recherche d'ancêtres ; l'historiographie la plus récente a rendu une justice plus équilibrée à la généalogie (Olivier Rouchon (dir.), *L'opération généalogique*, Rennes, PUR, 2014 ; Stéphane Jettot et Marie Lezowski (dir.), *L'Entreprise généalogique*, Bruxelles, Peter Lang, 2016 ; « Prouver et Raconter : généalogies et filiations au XVII^e siècle », *XVII^e siècle*, 2020-3). Arrive ainsi à point nommé l'ouvrage publié par les Archives généalogiques Andriveau sur l'histoire de ce

cabinet, l'un des plus anciens et des plus importants de France. Fruit des recherches menées avec une méthode impeccable par notre collègue J.-R. du Cray, agrégé d'histoire et directeur des recherches chez Andriveau, il apporte sur plusieurs points une contribution d'autant plus importante qu'elle n'est pas destinée au seul public savant.

Le livre commence par une démonstration des apports de l'enquête généalogique : il mène ce qu'on pourrait appeler une histoire sociale du bâti à propos de l'hôtel de Marsilly, rue du Cherche-Midi, siège actuel du cabinet depuis 1881 (p. 15-71). J.-R. du Cray reconstitue l'histoire de la parcelle, lotie en 1529 par les abbés de Saint-Germain des Prés, siège d'un marchand-carrier, puis, au XVII^e, quand le faubourg prend l'allure d'une rue, d'un brasseur, avant d'être acquise en 1738 par le maître-maçon Claude Bonneau, qui y construit (lui, et non Mansart de Sagonne, selon JRdC) un hôtel particulier destiné à la location, qui voit défiler l'aristocratie au XVIII^e siècle, et un public plus varié, notamment d'artistes et collectionneurs, au XIX^e siècle.

L'apport majeur du livre n'est pas cependant dans cette exemplaire micro-histoire parisienne. Elle est surtout dans les pages suivantes, où l'auteur retrace l'émergence de la profession de généalogiste, jusqu'ici largement nébuleuse et légendaire. Des cas sont attestés, à la fin de l'Ancien Régime, d'agents chargés de prouver les droits de leurs commanditaires sur un héritage. Mais le métier moderne de généalogiste naît dans le monde postévolutionnaire de la conjonction de trois facteurs. D'abord, l'expansion du monde des agents d'affaires. Certains se spécialisent dans la matière non litigieuse (révélation de succession). Ensuite, la naissance d'un instrument juridique adapté. Des lois de 1801 instituaient des transactions de l'administration avec des informateurs révélant au Domaine l'existence de biens importants lui appartenant en vertu des confiscations révolutionnaires, et usurpés par des particuliers. La pratique se mit en place de les récompenser à hauteur du quart à la moitié de la valeur du bien recouvré par l'État. Sous la Restauration, de tels contrats de révélation, concernant des héritages devant revenir à l'État commencèrent à être attestés. Le rôle de Jacques Navoit (1792-1866), au même moment, fut de les adapter peu à peu aux personnes privées, pour rémunérer

de ses recherches le généalogiste qui révèle un héritage à l'héritier qui s'ignore. Il fallut attendre cependant l'arrêt de la Cour de cassation de 1866 pour qu'enfin le juge accordât au contrat de révélation de succession les garanties nécessaires : loin d'être un simple mandat révocable, il constituait désormais une convention rémunératoire entre le généalogiste et l'ayant droit. Le troisième facteur qui donna à la profession son plein essor fut la mobilité accrue de la population. La modernité fit du généalogiste non celui qui seconde l'héritier revendiquant de mythiques héritages, mais le spécialiste qui recherche *tous* (la difficulté est dans le *tous*) les héritiers des biens d'un défunt.

La suite intéresse surtout, au premier chef, la démographie et l'histoire sociale qui trouveront, sous couvert de l'histoire de la maison Andriveau, une histoire sociale de l'héritage au cours des deux derniers siècles, qui est une histoire des mobilités et des structures familiales. Parmi les annexes, une leur sera particulièrement utile : l'inventaire du célèbre fonds Andriveau (p. 192-206), riche de 150 millions de fiches et de 10 000 volumes, copiés à partir de différents registres depuis 1850 pour servir d'instrument de travail aux généalogistes de la maison. Ils permettent notamment de pallier, au moins partiellement, la destruction des actes d'état-civil parisien en 1871 — rendant ainsi un service signalé aux historiens. On l'a compris : la publication de la monographie de J.-R. du Cray en est un autre.

Nicolas Richard

Pierre Lamard, *La Société familiale Viellard Migeon & Cie, 225 ans. De Morvillars au monde (1996-2001)*, Belfort, Les Éditions du Lion, 2021, 270 p.

Une première histoire de la société de l'Est Viellard-Migeon a été publiée lors de son bicentenaire en 1996 ; aussi nombre de faits sont-ils rappelés en amont de ce récent ouvrage afin d'insister sur sa perdurance et donc son appartenance à cette communauté d'entreprises familiales, membres de l'association des sociétés plus que centenaires, ou « hénockiennes ». Après avoir précisé ce cadre historique, Pierre Lamard confronte cet héritage aux défis lancés par la transition entre deuxième et troisième révolutions industrielles, aux exigences des mutations technologiques et aux contraintes de

la compétitivité européenne puis mondiale. En effet, nombre de PME de la métallurgie fine, de la fonderie et de la tréfilerie ont été balayées par la concurrence et la délocalisation, tandis que leur cohésion familiale s'effritait. Il s'agit donc de comprendre comment esprit dynastique et esprit entrepreneurial ont été revivifiés, ce qui a permis à cette « entreprise de taille intermédiaire » (ETI) de se transformer en un groupe internationalisé de quelque 20 000 salariés.

Il s'agit ici d'une histoire d'entreprise rigoureuse mais portant sur le récent quart de siècle, en un solide cas d'étude des stratégies, du management, de l'évolution capitalistique et du renouvellement du capital de compétences, mais avec une fidélité aux « métiers » historiques. Par surcroît, Pierre Lamard reconstitue les enjeux de l'enracinement — l'*embeddedness* cher aux économistes de gestion — au sein du système productif local du Sud alsacien et du Nord-Est jurassien, en équilibrant fidélité à un « territoire » et essaimage des sites productifs en France, souvent par croissance externe, et à l'étranger, souvent par association avec d'autres sociétés familiales, notamment une finlandaise. Par conséquent, même si des pages traitent de la préservation et du renouveau du patrimoine mémoriel et immobilier de Viellard Migeon, cet ouvrage est fort loin d'une modeste saga familiale.

Pierre Lamard s'attache à apprécier comment s'est opérée la succession dynastique, avec la poussée de telle ou telle branche familiale, des reculs puis des contre-attaques quand se sont affirmées des personnalités plus lucides et réactives quant à la plasticité du corpus de métiers à revitaliser, tel Michel Viellard, président en 2002-2008, lorsque la société a été confrontée aux chocs subis par l'industrie de Franche-Comté, qui a perdu 45 000 emplois en 1975-1992. Nombre de filiales ont traversé des crises de liquidité, des divisions ont partagé les familles lors de crises de gouvernance, des usines ont été fermées. Mais une sorte de résurrection exprime alors les inflexions managériales (maîtrise drastique des coûts, investissements en équipements) et stratégiques, ce qui a permis d'échapper à la menace de rachat par une firme métallurgique d'envergure.

Une quasi-holding fédère les branches familiales, notamment grâce à une charte familiale élaborée en 2006, des entités sont cédées, et des filiales centralisent chaque métier, d'où une clarté propre à une gestion pertinente. Un pôle de micrométallurgie s'élargit et se densifie : décolletage, visserie, boulonnerie, soudage, tréfilerie, fixations de haute performance — en sachant qu'un avion requiert quatre millions de pièces. Solide, diversifié et innovateur — avec par exemple une usine à Bordeaux destinée à l'impression 3D — dans la transformation d'aciers spéciaux, il prend corps à l'échelle nationale et s'oriente vers des débouchés dans l'aéronautique, en plein décollage ou même au profit de matériel médical ; l'internationalisation complète cette mutation (Californie, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, etc.). *In fine*, quelque 11 000 salariés sont actifs sur 43 sites dans le monde au tournant des années 2020.

Un second pôle s'articule autour du matériel halieutique, pour la pêche individuelle mais surtout professionnelle et industrielle, et il s'élargit grâce à la fusion avec le Finlandais Rapala Normak en 2000, d'où un groupe internationalisé de plus en plus compétitif, dont la famille détient presque 40 % en 2010. L'innovation est là aussi essentielle le long de toute une chaîne de composants de matériel de pêche, par exemple pour des hameçons en aciers alliés spéciaux. Et une usine ouvre à Shanghai en 2001 puis une autre à Batavia, en Indonésie, d'où 2 500 salariés, face à trois géants japonais. L'agilité dans les processus de gestion et dans l'exécution des investissements nécessaires aura soutenu cette capacité à résister à la concurrence.

Loin d'être anecdotique, par conséquent, cet ouvrage centré sur un héritage familial et patrimonial se transforme en une analyse de deux aventures stratégiques, technologiques et commerciales et en une évaluation d'un pan du capitalisme familial passionnante car significative des interactions entre troisième révolution industrielle et mondialisation ; et ce pour des fabrications *a priori* de second plan, mais en fait déterminantes dans plusieurs branches d'activité, comme des « coulisses » de l'histoire industrielle.

Hubert Bonin

Didier Nourrisson, *Du lait et des hommes. Histoire d'un breuvage nourricier de la Renaissance à nos jours*, Paris, Vendémiaire, 2021, 349 p.

On a oublié l'affaire des « falsificateurs de lait » en 1901 et les morts de nombreux bébés dues à la présence de bicarbonate de soude dans le lait pour éviter qu'il ne tourne trop rapidement. Le scandale, révélé par *Le Matin*, occasionna un célèbre numéro spécial de *L'Assiette au beurre*. Tout le monde garde en mémoire, en revanche, le fameux verre de lait qui reste attaché au nom de Pierre Mendès-France alors qu'il faudrait plutôt évoquer celui de Raymond Paumier, l'« apôtre des cantines » de l'après 1945. L'expérience du « lait Mendès » fut d'ailleurs une réussite fort limitée. Ces deux exemples reflètent l'intérêt considérable d'un produit dont l'histoire des modes de consommation croise les lignes directrices de l'histoire sociale.

En livrant cette « histoire du breuvage nourricier » qu'est le lait, Didier Nourrisson poursuit la vaste étude de l'acte de boire qu'il a entamée voici des décennies et qui l'a amené à travailler jadis sur le buveur du XIX^e siècle, les excès libatoires, les femmes buveuses, entre autres... Ses travaux se sont plus récemment orientés vers l'hygiène à l'école et donc aujourd'hui le lait, c'est-à-dire la batterie des produits laitiers. Le livre débute par l'évocation de l'Artémis d'Éphèse dont l'empoitraillement de mamelles est si dense qu'on n'y identifie plus vraiment les seins nourriciers mais plutôt des défenses ou des robinets masquant la déesse. À l'instar de la divinité, le lait comporte une large part d'invisibilité tant il relève du quotidien et de l'intime : combien d'ouvrages, au contraire, a-t-on publiés sur le vin, la bière ou l'eau ? Cette lacune est désormais comblée avec ce panorama vertigineux qui mène le lecteur du lait maternel à la révolution industrielle, puis à la « vague blanche » du XX^e siècle avec les enjeux politiques, sociaux, sanitaires et sociétaux qu'elle soulève.

Un plan chronologique, donc, mais qui est loin de se borner à raconter ou égrener les différentes étapes d'une possible « saga » du lait. Chaque étape repose sur une réflexion profonde sur notre rapport contemporain à la boisson et à l'alimentaire. Car les tumultes passés autour du lait recoupent peu ou prou

nos préoccupations actuelles sur le « naturel », le « sain », le « sacré », le « fortifiant » etc. Le livre débute avec le concile de Trente et l'interdiction de la nudité représentée, donc des Vierges allaitantes dans la peinture. Cette entame sur la Renaissance jette les bases de l'étude dans sa diversité d'approches avec tour à tour la charité comme « allégorie de l'allaitement social », la sécularisation des représentations visuelles mammaires, les balancements entre lait animal et humain, l'apparition du biberon, les vertus médicamenteuses ou gastronomiques du produit, l'ancienneté et le retour de mode de la mise en nourrice. « À partir de la Renaissance, si les parents passent outre au discours médical et moralisateur favorable à l'allaitement maternel, c'est que d'autres valeurs, différentes de celles du monde rural, s'imposent alors au monde des villes » (p. 34).

La relation complexe des influences culturelles structurant les relations entre villes et campagnes participe des apports essentiels d'un livre qui embrasse les problématiques principales des histoires économique, sociale et culturelle en les faisant constamment interagir, ce qui n'est pas si fréquent. La montée du lait de vache est inséparable de la captation progressive des terres agricoles par la bourgeoisie urbaine et de l'optimisation souhaitée des revenus qu'elles entraînent. La conservation des laits, beurres et crèmes, leur acheminement deviennent donc essentiels, et impliquent un nouveau « système d'élevage commercial sur prairies permanentes en amont » (p. 78). De nouveaux métiers apparaissent dans la capitale du premier XIX^e siècle comme les nourrisseurs de bétail à la périphérie de la ville mais surtout les laitières montant de la campagne voisine, épouses de nourrisseur ou vendeuses ambulantes bientôt familières de la rue parisienne. L'apparition de la réfrigération en 1852 et les travaux de Pasteur à partir de 1865 changent tout, en attendant la « stassanisation » (stérilisation du lait par la chaleur) des années 1930. L'auteur déploie toute la gamme des fromages industriels qui apparaissent vers 1885 (les fromageries Picon en Savoie et la crème de gruyère de « la Mère Picon » qui envahissent le marché au même moment que l'« Amer Picon ») et attirent les investisseurs en nombre. Nestlé, Gloria ou Gervais s'emparent d'un marché juteux alors que le lait en bidon, puis

en poudre à partir de 1901, consacre la disparition des laitières. Mais les pages essentielles sont celles consacrées aux fraudes, aux « biberons tueurs » et surtout aux enjeux de la « traite nourricière ». La mise en nourrice met en exergue la mortalité infantile de la ville industrielle et les réponses hasardées pour y répondre, dont ces tentatives de « biberonnage philanthropique ». (p. 172).

La dernière partie du livre aborde l'« économie lactarisée » et les effets du productivisme avec les produits dérivés, la réclame agressive, le lobbying incessant. Ce sont les débuts de la « saga Lactalis » en 1933 à Laval à partir de l'artisan Besnier ou les films éducatifs Pathé vers 1925, imposant la culture du lait à l'école, déjà. L'ouvrage se conclut sur « les enjeux actuels du lait » et leur inscription dans la tension actuelle entre nature et culture. Trop de calcium dans nos régimes alimentaires, trop de fromages dans la *junk-food* face à l'explosion de l'obésité, les controverses féministes autour de l'injonction à allaiter (ou sa réprobation horrifiée, selon les épisodes) sont autant de nouveaux écueils qui impliquent la nécessité ardue de « réenchanter le lait ». (p. 279). Même si l'on perçoit à la lecture des livres de Didier Nourrisson que l'auteur n'est pas un thuriféraire des excès alcooliques ou ici le communicant d'un géant laitier, le vif intérêt de son travail est de toujours mettre en perspective les discours successifs et contradictoires émis autour de ses objets d'étude, ainsi que des joutes médiatiques souvent perdues de mémoire. C'est cette intelligence critique autour du « boire » qui se retrouve ici à la croisée de plusieurs champs disciplinaires, pour une somme extrêmement alerte, susceptible d'enrichir bien des cours pour les enseignants ou de fournir bien des envies à de jeunes théoriciens désireux de sortir des pâturages enclous des études désormais passées.

Laurent Bihl

Olivier Londeix, *Du client au consommateur. Casino, une chaîne succursaliste française (1898-1960)*, Paris, CTHS, « CTHS Histoire », 2021, 384 p.

Cette monographie contribue à l'histoire de la distribution commerciale de détail, à propos de ses structures capitalistiques, de ses circuits de vente, de son adaptation à l'évolution des

modes de consommation et de la société (territorialisation, mode de vie et d'habitat, classes sociales), des mutations de l'offre en produits agricoles ou artisanaux puis industriels, et aussi à propos de la gestion des marques et de la publicité et de la réglementation concurrentielle, l'ensemble étant appliqué au cas d'étude du groupe Casino.

Nombre d'études de cas régionales ont reconstitué la structuration des chaînes succursalistes, issues de Reims, de Paris ou d'autres régions, dans les années 1860-1900, avec 2 400 succursales actives en 1914 et 3 500 en 1940, Casino étant le premier succursaliste en 1960 devant Docks rémois et Goulet-Turpin. Une histoire des différents modes de propriété, des rapports entre les patrons des groupes et les milliers de gérants, de la gestion des opérations de négoce de gros et d'entreposage est ainsi précisée. Olivier Londeix s'est plongé dans les archives du groupe Casino, créé à Saint-Étienne en 1898 dans le dessein « paternaliste » de contribuer à l'amélioration du niveau de vie du peuple de la région, avant un rayonnement national — tout comme Peugeot gérait une chaîne de boutiques orientée vers ses propres salariés.

Il compare l'histoire de Casino et d'autres chaînes succursalistes en France, capitalistes ou coopératives, aux exemples américains et britanniques car il retrace les effets spécifiques qu'ils ont eus sur la famille Guichard et sur d'autres dirigeants de l'entreprise, puisque l'on se situe dans une histoire familiale, comme pour le concurrent Docks de France, avec la famille Toulouse. Il apporte des éléments substantiels sur les consommateurs des campagnes, qui constituent une relative majorité des consommateurs au tournant du XX^e siècle ; nombre d'innovations dans la distribution surviennent dans des régions qui ont une dimension rurale (la Bretagne, la région Rhône-Alpes) car elles s'adressent à une clientèle des campagnes et des petites et moyennes villes. Celle-ci est soucieuse de tailler dans son budget, d'où l'attractivité des « tickets primes » et carnets de fidélité, d'où un peu d'« ethno-comptabilité » dans le cadre de l'analyse de la relation-client. Mais l'intégration à la grande ville est aussi reconstituée, un peu dans le sillage de Félix Potin ou Goulet-Turpin à Paris.

Des parties solides sont consacrées à la cristallisation d'un modèle économique renouvelant la distribution commerciale, aux moyens techniques (réfrigération, emballage, camions, etc.) qui permettent l'équipement des points de vente, aux outils commerciaux (gamme de prix, apparence des emballages, etc.), avant de se plonger dans l'histoire du libre-service et de ce mode contributif de la diffusion de la société de consommation de masse dans les années 1950-1960, ce qui suppose un réagencement complet des succursales. La sociologie est mobilisée pour scruter le rôle clé des gérants, sur le terrain, et des inspecteurs attachés au respect des normes définies par le groupe, d'où l'étude de leur capital de compétences respectif.

Le point fort d'Olivier Londeix est l'histoire des marques et de la gestion de la communication commerciale institutionnelle. La construction de ce capital immatériel passe par une sorte de « capital de réputation ». Or l'évolution de la relation avec le client est reconstituée, par exemple par le biais des « rituels relationnels », avec une analyse de « l'approche du consommateur, entre genre et génération », qui fournit du matériau à l'histoire des femmes en activité de « ménagère » et de responsable (alors) des tâches ancillaires. Olivier Londeix soupèse lui aussi comment les femmes mais aussi leurs enfants construisent indiciblement leurs goûts compulsifs, en particulier dans les nouveaux magasins en libre-service à partir des années 1950-1960 et dans les supermarchés — le premier Casino ouvrant en 1960 —, et ce, avant que le marketing ne façonne les tendances consommatrices. La *Revue du commerce moderne*, bien dépouillée, est un levier clé de cette reconstitution des modes de vie et de consommation.

Que ce soit chez Casino ou ses concurrents — avec un maximum de 22 500 succursales au total en 1955 —, l'ouvrage montre que la gestion en amont est essentielle pour capter les produits à des prix concurrentiels, avec des achats en gros, des entrepôts ou même des ateliers industriels pour certains produits, comme chez Casino. Dans le cadre d'une organisation associant centralisation des achats et décentralisation des ventes, les dirigeants imposent un contrôle drastique des prix, des flux et des stocks, d'où des modes d'analyse comptable de plus en plus affinés. Une « révolution », celle

de la promotion commerciale des produits, doit sans cesse être renouvelée, d'offres séduisantes par leur prix à des rapports de fidélisation (cartes de fidélité, animation des marques, entretien de la réputation de la marque *Casino*).

Une sorte de mission sociale, « lutter contre la vie chère », est activée au cœur des quartiers populaires, puis aussi pendant les périodes d'inflation, voire de guerre. Toutefois, la guerre des prix peut s'avérer nocive pour la stabilité de nombreux petits patrons, d'où des tensions entre partisans de la stimulation du pouvoir d'achat de la clientèle, comme les créateurs des supermarchés et hypermarchés, et des communautés politiques érigées en défenseuses du « petit commerce ».

Le rôle de gardien du libéralisme des échanges et de vigie des tendances à la cartellisation, de surveillance de l'évolution générale des prix des biens de consommation, de lutte contre « la vie chère » et de point d'équilibre entre les groupes de pression, notamment au Parlement dans le cadre de cette république parlementaire (jusqu'au tournant des années 1960), est bien apprécié par Olivier Londeix. Il consacre un chapitre à l'étude de la législation, aux combats du groupement d'intérêts du petit commerce ou des grossistes, représentatif des débats d'une Cité soucieuse à l'époque de « la France des petits », tandis que, en contrepartie, le rôle du Syndicat général des magasins & sociétés d'alimentation & d'approvisionnement à succursales multiples (1906) est jugé avec efficacité.

L'auteur insiste sur la fragilité des positions acquises, à cause des changements des modes de vente mais aussi à cause des contraintes imposées par la fluctuation des modes de vie, des mentalités et de la perception par les consommateurs, autant d'aspects matériels que tentent de maîtriser la publicité et la valorisation des marques, institutionnelles ou commerciales.

Hubert Bonin

Cédric Fériel, *La Ville piétonne, Une autre histoire urbaine du XX^e siècle*, Paris, Éditions

de la Sorbonne, « Histoire environnementale », 2022, 314 p.

Dans cet ouvrage, l'historien Cédric Fériel aborde l'histoire d'un dispositif d'aménagement urbain qui a longtemps été considéré comme un « non-sujet », un objet dévalorisé dès les années 1980 pour son caractère accessoire, voire « anachronique » : les rues piétonnes. Leur retour en vogue dans l'urbanisme des dernières décennies rend particulièrement pertinente l'interrogation que ce livre propose sur la ville piétonne, dont l'auteur fait remonter les origines contemporaines aux réflexions d'architecture moderne des années 1930. Si les premières rues piétonnes apparaissent dans les années 1950 en Europe et aux États-Unis et connaissent un apogée dans les années 1970, l'auteur en rappelle à juste titre la genèse au cours des décennies précédentes. Ainsi, on apprend que ces premières réflexions distinguent la ville piétonne du domaine des transports et en font une réaction à la mécanisation de la ville industrielle.

Le piéton figure alors la « dimension humaine de l'urbain » (p. 27), c'est-à-dire une aspiration de retour à une vie sociale en centre-ville, à des moments où le développement des périphéries fait craindre sa disparition, entre les années 1930 et 1980. On est donc loin des aspirations actuelles à une « ville marchable » et au piéton vu sous l'angle d'un rééquilibrage des parts modales dans les déplacements urbains. Cette idée naît dans les années 1980, période à laquelle s'arrêtent les investigations de l'auteur. Cet ouvrage est remarquable car il apporte des nuances bienvenues aux récits des grands aménagements urbains de la seconde moitié du ^{xx}e siècle. L'histoire de l'aménagement urbain n'est pas seulement celle de politiques étatiques puissantes ou de visions concrétisées de célèbres architectes devenues modèles urbains, elle est aussi celle de politiques municipales influencées par des acteurs locaux autres que les pouvoirs publics, de dispositifs de moindre ampleur mais tout aussi importants pour la vie urbaine. Au-delà d'une histoire des rues piétonnes, ce livre dessine, en montant en généralité vers la ville piétonne, une perspective plus large d'histoire de l'urbanisme et des représentations urbaines. Cela conduit par exemple à réfuter l'idée d'une « détestation de la ville » dans les années 1970.

L'ouvrage est organisé en quatre parties chronologiques. La première détaille les premières idées de ville piétonne, organisées autour d'un « cœur de ville », dont les espaces commerciaux des rues centrales forment une partie importante. Cela explique le rôle souvent important des commerçants dans les opérations de piétonnisation, que l'auteur met en lumière tant en Europe qu'aux États-Unis. Il prend également soin de recontextualiser le célèbre rapport *Traffic in towns* de 1963, dit « Rapport Buchanan », dont le caractère modélisateur reflète peu la réalité d'un phénomène piétonnier bien plus divers. La seconde partie remet en perspective les récits des années 1950 à 1970, en réfutant l'hypothèse d'un « tournant patrimonial » (p. 76) pour mettre davantage en évidence la piétonnisation comme le résultat de choix politiques municipaux. Ces derniers échappent largement à des logiques diffusionnistes de modèles architecturaux et aux politiques nationales, ce que l'auteur prouve avec une étude précise des cas de Rouen et de Norwich. La troisième partie s'intéresse aux années 1970, moment au cours duquel la piétonnisation devient une catégorie d'action à plusieurs échelles : dans un contexte d'émergence de l'écologie politique, la piétonnisation devient une manière de transformer les villes et de mettre à l'écart l'automobile des zones centrales à moindre coût, y compris pour les grandes métropoles qui adoptent cette solution auparavant plutôt observable dans des villes moyennes. Cela se manifeste notamment par des initiatives de promotion nationales et internationales, visibles notamment à partir des archives de l'OCDE et du VIe Plan français. La dernière partie aborde les remises en cause de la ville piétonne dans les années 1975 à 1980. Après en avoir exposé la matérialité dans toute sa diversité à partir d'illustrations abondantes, l'auteur se penche sur des échecs de piétonnisation dans de grandes villes comme New York, Londres et Paris, en les analysant comme le produit de conflits politiques, tout en soulignant l'incapacité de ces métropoles à devenir des « capitales des rues piétonnes » (p. 229). Le dernier chapitre se concentre sur les tentatives de bilan des opérations de piétonnisation et le passage à une « seconde génération » à la fin des années 1970, vers des rues piétonnes davantage multifonctionnelles, avec

des enjeux de patrimonialisation et de circulation qui prennent de l'importance. Ce tournant, qui débouche sur des solutions comme le *woonerf* ou sur les premières réflexions sur des politiques d'espaces publics, aurait pu être approfondi, même si ce n'est pas l'objet central de l'ouvrage.

Au fil de cette histoire des espaces publics piétonniers urbains, l'auteur construit une véritable « histoire connectée » avec une grande diversité d'espaces géographiques abordés et un jeu d'échelles bienvenu : outre la littérature grise sur le sujet, l'auteur mobilise les archives encore peu travaillées de l'OCDE pour expliquer la dimension transnationale du sujet, ainsi que des archives locales afin d'approfondir les jeux d'acteurs dans deux villes européennes reconnues comme pionnières dans le « moment piétonnier » des années 1970, Norwich et Rouen. Un index des noms de lieux, de personnages et d'institutions rend son

utilisation particulièrement pratique pour des recherches sur d'autres lieux.

L'ensemble est convaincant et clair, tant sur la forme que sur le fond. Tout juste pourrait-on regretter le manque de lisibilité de certaines cartes (comme celle de Rouen p. 82, où le toponyme de la rue du Gros-Horloge n'est pas lisible) et l'absence d'une carte de synthèse ou d'un tableau qui récapitule la genèse des premières rues piétonnes. Sur le fond, on peut regretter que l'auteur n'aborde pas les dispositifs d'urbanisme souterrain qui, certes, ne relèvent pas de la même logique de revalorisation du paysage des rues centrales, mais qui font partie intégrante de la ville piétonne objet du livre. Ces quelques détails ne remettent pas en cause le caractère pertinent et particulièrement stimulant de cet ouvrage, qui devrait être lu par toute personne intéressée par l'histoire de l'aménagement des villes occidentales au XX^e siècle.

Louis Baldasseroni